

5.6 Salaires dans la fonction publique : caractéristiques des employeurs

En 2018, dans la **fonction publique de l'État** (FPE), tous statuts confondus (fonctionnaires, contractuels, bénéficiaires de contrats aidés mais hors militaires et apprentis), le **salaire net moyen en équivalent temps plein** (EQTP) s'établit à 2 610 euros par mois dans les ministères (77 % des effectifs), contre 2 440 euros dans les établissements publics administratifs (EPA) ► **figure 1**. Dans la **fonction publique hospitalière** (FPH), il est de 2 370 euros dans les hôpitaux (87 % des effectifs) et de 1 860 euros dans les établissements médico-sociaux. Dans la **fonction publique territoriale** (FPT), il varie entre 1 750 euros pour les agents des centres communaux d'action sociale (CCAS) et des caisses des écoles, et 2 660 euros pour les salariés des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), où le poids des primes liées aux risques professionnels est plus important. Pour les salariés des communes, qui représentent 53 % des agents de la fonction publique territoriale, le salaire net mensuel moyen s'élève à 1 860 euros.

Ces écarts salariaux traduisent essentiellement des différences de structures d'emploi, notamment des différences de répartitions par **catégorie statutaire**. Par exemple, dans la fonction publique de l'État, 55 % des salariés des ministères sont fonctionnaires de catégorie A, alors que ceux-ci ne représentent que 28 % des salariés des EPA. De même, les personnels médicaux (médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes) représentent une part plus importante dans les hôpitaux (8 %) que dans les établissements médico-sociaux (1 %).

Dans la fonction publique territoriale, les non-fonctionnaires sont plus nombreux dans les CCAS (33 %) que dans les départements (13 %).

Dans l'ensemble de la fonction publique, 10 % des salariés perçoivent 1 430 euros ou moins par mois en EQTP (1^{er} décile, D1) et 10 % des salariés perçoivent 3 350 euros ou plus (9^e décile, D9) ► **figure 2**. La dispersion des salaires nets en EQTP, mesurée ici par le **rapport interdécile** (D9/D1), est de 2,3. Elle est plus importante dans la fonction publique de l'État (2,4) que dans la fonction publique hospitalière (2,2) et la fonction publique territoriale (2,0). Elle est par ailleurs plus faible que dans le secteur privé (2,9). La dispersion des salaires dans la fonction publique est stable par rapport à 2017 et légèrement plus faible qu'en 2011 (2,4).

Dans la fonction publique de l'État, la dispersion des salaires est plus faible pour les fonctionnaires (2,1) que pour les autres salariés (2,6) ► **figure 3**. Dans la fonction publique hospitalière, elle est plus élevée pour les personnels médicaux (2,6) que pour les fonctionnaires (1,8). Dans la fonction publique territoriale, la dispersion des salaires ne dépend pas du statut (1,9 pour les fonctionnaires et pour les autres salariés). Enfin, parmi les seuls fonctionnaires, quel que soit le versant de la fonction publique, les salaires sont les plus dispersés pour les agents de catégorie A (2,1 pour la FPE, 2,0 pour la FPT et 1,8 pour la FPH) et les moins dispersés pour ceux de catégorie C (1,6 dans la FPE et la FPT, et 1,4 dans la FPH). ●

► Définitions

Fonction publique de l'État (FPE), **salaire net**, **salaire en équivalent temps plein** (EQTP), **fonction publique hospitalière** (FPH), **fonction publique territoriale** (FPT), **catégories statutaires de la fonction publique**, **rapport interdécile** (D9/D1) : voir *Glossaire*.

► Pour en savoir plus

- « En 2018, dans la fonction publique hospitalière, le salaire net moyen diminue de 1,0 % en euros constants », *Insee Première* n° 1819, septembre 2020.
- « Les salaires dans la fonction publique territoriale », *Insee Première* n° 1812, septembre 2020.
- « Les salaires dans la fonction publique de l'État », *Insee Première* n° 1810, juillet 2020.
- *Rapport annuel sur l'état de la fonction publique*, Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), édition 2020.
- « L'emploi dans la fonction publique en 2018 », *Insee Première* n° 1797, avril 2020.
- « Les hautes rémunérations dans la fonction publique », *Insee Première* n° 1738, février 2019.

► 1. Salaires mensuels nets moyens en EQTP par versant de la fonction publique en 2018

	Salaires (en euros)	Structure des effectifs par versant de la fonction publique (en %)	Structure des effectifs sur l'ensemble de la fonction publique (en %)
Fonction publique de l'État	2 570	100,0	42,2
Ministères	2 610	77,2	32,6
Établissements publics administratifs	2 440	22,8	9,6
Fonction publique territoriale¹	1 960	100,0	36,1
Communes	1 860	53,1	19,2
EPCI ² à fiscalité propre	2 040	13,9	5,0
CCAS ³ et caisses des écoles	1 750	6,5	2,4
Autres structures intercommunales	1 930	3,6	1,3
Départements	2 180	13,6	4,9
Services départementaux d'incendie et de secours	2 660	2,9	1,0
Régions	2 120	5,1	1,9
Autres collectivités	2 160	1,3	0,5
Fonction publique hospitalière⁴	2 310	100,0	21,7
Hôpitaux	2 370	87,3	18,9
Établissements médico-sociaux ⁵	1 860	12,7	2,8
Ensemble de la fonction publique	2 300	///	100,0

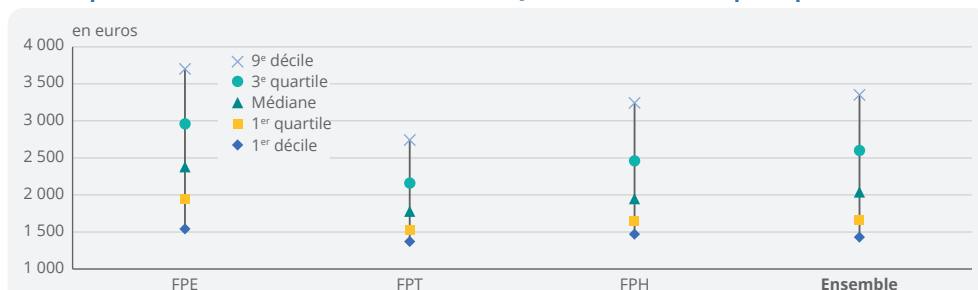
/// : absence de résultat due à la nature des choses.

1 Hors assistants maternels et familiaux. **2** Établissements publics de coopération intercommunale. **3** Centres communaux d'action sociale. **4** Hors internes et externes. **5** Y compris les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Les agents des établissements médico-sociaux rattachés à un centre hospitalier sont comptabilisés dans les hôpitaux.

Lecture : le salaire net moyen dans les ministères est de 2 610 euros par mois en 2018. Les salariés des ministères contribuent pour 77,2 % au volume de travail en équivalent temps-plein (EQTP) de la fonction publique de l'État en 2018, soit 32,6 % de l'ensemble de la fonction publique. **Champ** : France hors Mayotte, hors militaires, hors apprentis, y compris les bénéficiaires de contrats aidés.

Source : Insee, système d'information sur les agents des services publics (Siasp).

► 2. Dispersion des salaires mensuels nets en EQTP dans la fonction publique en 2018



Lecture : en 2018, les 10 % des effectifs aux salaires les plus faibles gagnent moins de 1 430 euros nets par mois en EQTP (1^{er} décile) dans l'ensemble de la fonction publique.

Champ : France hors Mayotte, hors militaires, hors apprentis, y compris les bénéficiaires de contrats aidés.

Source : Insee, système d'information sur les agents des services publics (Siasp).

► 3. Dispersion des salaires mensuels nets en EQTP dans la fonction publique selon la catégorie statutaire en 2018

	1 ^{er} décile (D1)	1 ^{er} quartile	Médiane	3 ^e quartile	9 ^e décile	D9/D1
	(en euros)					
Fonction publique de l'État	1 540	1 940	2 380	2 960	3 700	2,4
Fonctionnaires	1 830	2 110	2 500	3 090	3 860	2,1
Catégorie A	2 000	2 290	2 710	3 360	4 240	2,1
Catégorie B	1 900	2 120	2 410	2 730	3 040	1,6
Catégorie C	1 580	1 710	1 900	2 170	2 500	1,6
Non-fonctionnaires ¹	1 220	1 400	1 900	2 430	3 120	2,6
Fonction publique territoriale	1 370	1 530	1 780	2 160	2 740	2,0
Fonctionnaires	1 470	1 620	1 850	2 240	2 810	1,9
Catégorie A	2 340	2 700	3 190	3 880	4 720	2,0
Catégorie B	1 820	2 030	2 310	2 620	2 940	1,6
Catégorie C	1 440	1 560	1 740	1 970	2 240	1,6
Non-fonctionnaires ¹	1 220	1 320	1 460	1 700	2 280	1,9
Fonction publique hospitalière	1 470	1 650	1 950	2 460	3 240	2,2
Fonctionnaires	1 580	1 760	2 000	2 420	2 860	1,8
Catégorie A	1 900	2 060	2 400	2 880	3 400	1,8
Catégorie B	1 810	2 010	2 370	2 670	2 890	1,6
Catégorie C	1 510	1 620	1 800	1 980	2 190	1,4
Non-fonctionnaires (hors personnels médicaux) ¹	1 330	1 410	1 550	1 710	2 060	1,5
Personnels médicaux	3 090	4 050	5 520	6 950	8 160	2,6
Ensemble de la fonction publique	1 430	1 660	2 040	2 600	3 350	2,3

1 Contractuels, autres catégories et statuts et bénéficiaires de contrats aidés.

Lecture : en 2018, les 10 % des effectifs aux salaires les plus faibles gagnent moins de 1 430 euros nets par mois en EQTP (1^{er} décile) dans l'ensemble de la fonction publique. Le rapport entre le 9^e décile et le 1^{er} décile (D9/D1) est égal à 2,3.

Champ : France hors Mayotte, hors militaires, hors apprentis, y compris les bénéficiaires de contrats aidés.

Source : Insee, système d'information sur les agents des services publics (Siasp).